Vendredi

19 avril 1996 n° 281 10 F

L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

JEU DANGEREUX

Comme à chaque fois que l'on approche d'un rendez-vous électoral majeur, la droite est prise d'une «fièvre» discriminante dont les étrangers vivant en France sont forcément la cible. Un nouveau rapport parlementaire n'hésite pas ainsi à proposer la restriction des soins médicaux, la mise en place d'un fichier des hébergeants, l'allongement de la rétention administrative en la faisant passer à 45 jours. Autant de mesures bafouant les lois de la République et désignant la population immigrée comme un bouc-émissaire.

Rien n'est dit ou si peu sur les filières de travail clandestin qui poussent cyniquement la logique libérale de déréglementation du marché du travail.

Rien n'est dit, non plus, sur ce qui constitue un enjeu majeur pour la cohésion sociale et républicaine, à savoir l'intégration des étrangers dans la société française.

Rien n'est dit enfin sur le rééquilibrage économique entre les pays du Nord et ceux du Sud alors que c'est le cœur du débat.

A céder au simplisme et à la surenchère, la droite s'engage dans une spirale dangereuse qui, contrairement à ce qu'elle croit, ne fait qu'apporter de l'eau au moulin du Front national sans régler le problème qu'elle prétend poser. C'est pourquoi le Parti socialiste demande au gouvernement d'abandonner cette inclinaison douteuse et de renoncer à l'avant-projet de loi Debré, au risque, sinon, de courir après l'extrémisme et d'être finalement rattrapé par lui !

Daniel Vaillant



Immigration clandestine

UN PROJET INACCEPTABLE

VACHES FOLLES :
Quand l'ultralibéralisme nous empoisonne p. 2

ETAT DE L'OPINION :
Embellie pour la gauche p. 3

IMMIGRATION CLANDESTINE :
Le gouvernement doit renoncer à son projet de loi p. 5

PRIVATISATIONS :
Chirac-Juppé bradent en douce p. 8

ISSN 0995-0583

Fondation Jean-Jaurès

À PROPOS DE LA "VACHE FOLLE"

La déréglementation et l'ultralibéralisme mis en œuvre en Grande-Bretagne par la droite depuis Mme Thatcher ont conduit à la situation dramatique actuelle pour les consommateurs et les producteurs français. 99 % des cas recensés d'encéphalite spongiforme le sont en Grande-Bretagne, qui exportait jusque 200.000 veaux en France en 1995 et le tiers de notre consommation de viande bovine.

Les socialistes ont depuis longtemps dénoncé les méfaits de cette politique de recherche du profit au mépris de la santé publique, de l'environnement et de l'équilibre de l'espace rural.

Le gouvernement français a tergiversé, minimisé la crise et pris des décisions parfois incohérentes. N'est-ce pas l'actuel ministre de l'Agriculture lui-même qui déclarait le 28 mars, à propos des bovins d'origine anglaise en France, "prendre une décision complètement injustifiée mais destinée à calmer les esprits" ?

Quelles assurances peut-on avoir aujourd'hui sur les viandes commercialisées, sur les "fabrications" alors que l'on n'assure pas le suivi des animaux au sein de l'Union européenne et que le gouvernement français refuse de mettre en œuvre une véritable "traçabilité" des produits, seuls moyens de restaurer la confiance des consommateurs et d'assurer les producteurs d'un juste revenu ?

Le gouvernement doit tirer toutes les leçons de ce drame et rejeter le modèle libéral de la droite anglaise qui a laissé se développer cette crise alors que la France a depuis longtemps su prendre les mesures sanitaires pour éradiquer les épidémies.

Les députés socialistes demandent :

• l'accélération immédiate des programmes de recherche ;

• l'inscription du parcours des animaux à travers l'Europe (carte d'identité suivant l'animal) ;

• l'obligation de la "traçabilité" des produits alimentaires (origine précise, dates...), clairement lisible pour le consommateur et l'aggravation des sanctions à l'encontre de ceux qui n'appliqueraient pas ces mesures ;

• la mise en œuvre d'une politique agricole plus soucieuse de santé publique, d'équilibre du monde rural, d'environnement et moins soumise au profit de quelques groupes capitalistes.

Le gouvernement doit redonner confiance aux consommateurs et aux agriculteurs en se ralliant à ces dispositions.

Les députés socialistes souhaitent également la mise en place immédiate d'une commission d'enquête parlementaire.

Alain Le Vern
Député de Seine-Maritime,
responsable des questions agricoles du groupe socialiste
à l'Assemblée nationale.



COMMUNIQUÉ DE LIONEL JOSPIN

INQUIÉTUDE POUR LE PROCHE-ORIENT

Le Parti socialiste suit avec attention et inquiétude les derniers développements de la situation au Proche-Orient. Nul ne peut s'étonner de la riposte d'Israël, après les incessantes agressions que subissent ses régions frontalières. C'est au Liban et à la Syrie qu'il appartient à présent de se joindre sans réticences ni faux-fuyants au processus de paix, en commençant par désarmer et éloigner ceux qui, par calcul ou par fanatisme, cherchent à rallumer la guerre. Un cessez-le-feu, hautement souhaitable au regard des souffrances des populations civiles, ne sera utile que s'il permet de réaliser cet objectif, et les socialistes veulent espérer que c'est bien ce langage que M. de Charette tiendra à ses divers interlocuteurs. Plus que jamais, une paix de justice impliquant l'ensemble des peuples du Proche-Orient paraît inséparable du rétablissement de la pleine souveraineté du Liban, et des garanties de sécurité qu'attendent les États de la région, et en particulier l'État d'Israël. C'est à créer les conditions d'une nouvelle étape du processus de paix que la diplomatie française doit consacrer ses efforts.

15 avril 1996

Un clovis de forme

Après le viol de la Pucelle, Le Pen, qui a plus d'une corde à son arc, nous refait une petite crise d'historiophagie qui ne manque pas d'air : voilà Clovis 1er, roi des Francs, enrôlé par les fauxculs de l'Histoire et béatifié, tout feu tout flambeau, pape de la Nation en direct de la salle de la Mutualité. Sans oublier quelques seconds rôles ressuscités pour l'occasion : Pétain et Brasillach, les martyrs de la Libération, Céline (celui-ci, on aurait aimé qu'il soit mauvais écrivain), Doriot, Drumont dont les œuvres soldées entre les "cuvées du Maréchal" et les cravates à fleur de lys, se vendaient comme des hosties. Joli tour d'audimat du roitelet de l'extrême droite qui rassemble le troupeau traditionaliste dont certaines têtes fraîchement tondues avaient tendance, depuis quelques mois, à jouer les brebis égarées. Tout ce beau petit monde en a eu pour son grade, car, lors de cette "XVe journée d'amitié française", on n'a pas franchement fait dans l'IVC (interruption volontaire de crétinerie) : sur le même bûcher (ou dans le même vase), le choléra des immigrés, la peste juive, le cancer des séropositifs, un refrain consacré qui ne vaut pas une bouchée de vache folle. Et Clovis dans tout ça ? Il lui fallait bien un CV retouché de saint-nitouche, car avant d'être converti par Clotilde, au bout de six années d'une union houleuse, le nouveau héros du FN baignait dans le paganisme et jouait la terreur de jupons dans nos vertes campagnes. Et en l'an 496 (date approximative de la puberté du jeune barbare), il faut rappeler, à moins que les historiens officiels du Front ne contestent mes sources, que préservatifs et contraceptifs -monarchie obligen'étaient pas disponibles sur la place du marché.

Torvik

CQFD

Patrick Minford, conseiller du ministre britannique des Finances, revient froidement sur dix années de thatchérisme :

"La disposition la plus importante a été le gel des assurances chômage en termes réels : ainsi leur valeur comparée aux salaires s'est érodée. L'effondrement du pouvoir syndical a été également déterminant tout comme la facilité d'embaucher et de licencier. Quant aux salaires minimums que nous avons supprimés, ils n'étaient importants que dans certains domaines. Nous avons enfin supprimé les systèmes de contrôle des loyers qui bloquaient la mobilité géographique du travail."

ÉTAT DE L'OPINION

Embellie pour la gauche

Plus forte adhésion de l'opinion aux partis de gauche, retour du dialogue public PS-PCF, nouvelle stratégie électorale du FN : Gérard Le Gall, délégué auprès du Premier secrétaire, chargé des Études politiques, analyse les résultats de la dernière enquête réalisée par la SOFRES (du 26 au 28 mars).

Où en est globalement la gauche ?

A travers cette enquête qui n'est pas un baromètre, on enregistre naturellement une forte amélioration de la gauche depuis 1993 (+ 6 points). Aujourd'hui, 43 % des personnes interrogées se déclarent "très proches" (9 %) ou "assez proches" de la gauche (34 %). Par contre, 33 % se disent "assez éloignés" ou 18 % "très éloignés".

Malgré cette embellie nous ne sommes pas encore au niveau de la période 1988-1989. Réfléchissons encore lucidement, dans le souci stratégique de reconquête des électorats perdus au début des années 90, au fait que les ouvriers et les 18-24 ans demeurent encore relativement rétifs à l'endroit de la gauche. Il reste que le PS est redevenu une force d'alternance.

Avec le retour du dialogue public à gauche, comment l'opinion appréhende-t-elle l'avenir des relations PS-PC ?

Le nouveau "climat" à gauche, issu notamment de la présidentielle mais aussi des Assises de la transformation sociale et de notre participation au Forum du PCF, n'ont pas encore entraîné de modifications substantielles de l'opinion. Face à l'alternative entre une "alliance politique" et un "simple accord " de désistement entre le PS et le PCF, l'ensemble de l'opinion publique incline vers la seconde approche. On conviendra que l'attitude de la gauche est primordiale. En ce sens les sympathisants du PCF penchent plus sensiblement vers "l'alliance" tandis que ceux du PS demeurent partagés.

Quel est aujourd'hui l'écho du Front national ?

Commentant l'enquête de la SOFRES, Le Monde a sans doute voulu dramatiser la situation en titrant à la une "Un Français sur quatre partage les idées du Front national". Personnellement, comme je l'ai dit au Bureau national, je pense que la réalité idéologique dans notre pays est encore plus préoccupante. Des preuves ? L'ensemble de ceux qui sont attirés par les tentations extrêmes et les discours démagogiques sont, en effet, plus nombreux hors de l'électorat FN. De plus, on sait qu'environ un Français sur quatre a voté au moins une fois pour le FN depuis 1984.

Quelle est la portée électorale de la décision du FN de faire battre les candidats du RPR ou de l'UDF ?

Face à cette nouvelle orientation du FN, le PS, afin de neutraliser tout procès d'intention en provenance de la droite, toute ambiguïté, doit exprimer clairement son hostilité à ce que représente le FN. Il est encore trop tôt pour répondre à votre question et mesurer les différences de comportement entre des électeurs du FN avant et après ce changement tactique. On peut, cependant, observer que lors de récentes élections partielles, au 2e tour, environ 30 à 40 % des électeurs du FN se sont reportés sur la liste dirigée par un communiste à Sète ou un radical dans l'Orne...

Propos recueillis par Eric Nadin

LES COTES DE CONFIANCE

Parmi les personnalités suivantes, quelles sont celles à qui vous faites confiance pour incarner la gauche dans les années à venir.

	ensembles des Français	se sentent proches de la gauche
Jacques Delors	45	49 (2)
Lionel Jospin	44	64 (1)
Martine Aubry	31	46 (3)
Jack Lang	20	25 (4)
Bernard Kouchner	17	22 (6)
Michel Rocard	16	22 (6)
Robert Hue	14	23 (5)
Ségolène Royal	11	17 (8)
J.-P. Chevènement	9	10 (10)
Laurent Fabius	8	11 (9)
Arlette Laguiller	6	8 (12)
Dominique Voynet	5	9 (11)
Sans opinion	11	1

Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner trois réponses.

Source : SOFRES

LES PRIORITÉS DE LA GAUCHE

Parmi ces différents thèmes, quel sont ceux que la gauche devrait défendre en priorité ?	ensemble des Français	se sentent proches de la gauche
La défense des acquis sociaux	54 (1)	64 (1)
Les droits des travailleurs dans les entreprises	44 (2)	52 (2)
La réforme de l'éducation et de la formation professionnelle	39 (3)	41 (4)
La réduction du temps de travail	32 (4)	43 (3)
La défense des exclus	29 (5)	37 (5)
La défense de l'environnement	25 (6)	27 (6)
La construction européenne	21 (7)	21 (7)
La critique de la justice et sa réforme	16 (8)	16 (8)
La défense des droits des immigrés	10 (9)	15 (9)
L'aide aux pays en voie de développement	10 (9)	12 (10)
Sans opinion	3	1

Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner trois réponses.

Source : SOFRES

L'INFLUENCE DU FRONT NATIONAL

Plus précisément, approuvez-vous ou désapprouvez-vous les prises de position de Jean-Marie Le Pen sur...

Total des pourcentages100%	Approuve	désaprouve	sans opinions
La sécurité et la justice	35	51	14
Les immigrés	33	60	7
La défense des valeurs traditionnelles	31	54	15
Les critiques contre la classe politique	19	65	16
La construction de l'Europe	16	62	22
Les critiques contre le RPR et l'UDF	13	69	18
Les critiques contre Jacques Chirac	13	68	19

Source : SOFRES

LONGVIC

LONGVIC COTE-D'OR

**Une ville à vivre.
Près de 10.000 habitants.
Commune
de l'agglomération dijonnaise.
Budget de 60 millions de francs
dont 15 millions en investissement.**

RECRUTE

DIRECTEUR DE CABINET

Temps complet - Homme ou Femme

Placé sous l'autorité directe du Maire, le candidat aura pour principales missions :

- Assurer la politique de communication de la ville.
- Rédiger divers articles notamment le bulletin municipal.

PROFIL :
Etudes supérieures, une spécialisation en matière de communication serait un plus, expérience des collectivités locales souhaitée.

RÉMUNÉRATION :
Statut poste spécifique, salaire à négocier.

POSTE À POURVOIR IMMÉDIATEMENT.

Merci de bien vouloir adresser votre candidature accompagnée d'une lettre de motivation + CV+ photo à :
Monsieur le Maire- Mairie de Longvic
BP77 - 21604 LONGVIC CEDEX

---

*République Française
Département de l'Essonne*

VIRY CHATILLON

Essonne

31000 habitants

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. à : Monsieur le Maire, Service des ressources humaines, Place de la République 91178 Viry-Châtillon Cedex

recrute selon les conditions statutaires

Un Attaché Territorial pour son Service Achats et Marchés Publics

Missions :

■ *assurer la gestion des marchés publics et des commandes*
■ *préparer et assurer :*
★ le suivi administratif et financier des marchés publics; ★ la gestion des contrats; ★ le suivi technique des marchés transversaux.

Profil :

■ Parfaite connaissance de la législation sur les marchés publics; ■ sens des responsabilités et de l'organisation; ■ maîtrise de l'outil informatique; ■ qualités relationnelles; rigueur et méthode.

Un Attaché Territorial pour son Service Logement

Missions :

■ Recenser, analyser et mettre en relation l'offre et la demande de logement; ■ renforcer et densifier les liens avec les partenaires en matière de logement; ■ participer à la définition et à la mise en place de projets d'intérêt général; ■ recenser et suivre le patrimoine locatif communal; ■ assurer un traitement social du logement; ■ participer à la mise en place d'un observatoire sur la commune.

Profil :

■ Formation juridique et/ou expérience professionnelle dans ce secteur; ■ sens de l'organisation, esprit d'analyse et de synthèse; ■ connaissances informatiques appréciées

Un Adjoint au Chef de Service du Secrétariat Général "Attaché ou Rédacteur"

Missions :

■ *participer :* ★ à la préparation et au suivi du conseil municipal; ★ au traitement des contentieux; ★ aux mutations foncières; ★ à la gestion des assurances; ★ à l'élaboration des décisions du maire

profil :

■ Formation juridique de préférence en droit public; ■ goût du travail en équipe; ■ qualités d'organisation

safari

La ville
DE SAINT-JEAN-DE-BRAYE
(Loiret)

(17.000 habitants - proximité Orléans) crée un poste :

ADJOINT AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Cadre d'emplois des attachés

MISSIONS :
- Participer au sein de la Direction Générale à l'élaboration des plans stratégiques devant concourir à la réalisation de la politique de la collectivité, tant au niveau de l'action que des moyens.
- Seconder le Secrétaire Général dans les domaines suivants : sport, culture, jeunesse, écoles, restaurants scolaires, petite enfance, état civil, élections, affaires générales.
- impulser et soutenir des actions innovantes en liaison avec les responsables.

PROFIL :
- Expérience exigée dans l'administration communale et dans la coordination et l'animation de plusieurs services.
- Aptitude à l'encadrement et à la communication.
- Qualités relationnelles certaines pour manager l'équipe dans une démarche participative par objectif.

Les candidatures avec CV doivent être adressées avant le 29 avril 1996 à :
M. le Maire
Secrétariat Général de la Mairie
43 rue de la Mairie
45800 ST-JEAN-DE-BRAYE

☞ De toi à moi ✍

EMPLOI

■ F. 25 ans, DEA en Sciences de l'information et de la communication (mention TB), expérience, recherche emploi de responsable ou chargée de communication. Etudie toutes propositions. Tél : (16-1) 40 43 91 60 (répondeur).

■ Dans ville universitaire du Centre-Ouest, chirurgien-dentiste cède cabinet orthodontie exclusive.
Cause retraite.
Niveau DUO souhaité.
Ecire au journal.

■ H. 24 ans, ingénieur INSA-génie civil-urbanisme. DESS "Urbanisme Aménagement et Gestion de la ville" recherche emploi dans collectivités locales. SEM-Ag. Urbanisme. Tél : 78 80 94 04.

■ Jeune fille sérieuse et dynamique, stagiaire BAFA, souhaite travailler pendant les vacances au sein d'une équipe d'animation dans les centres aérés (Paris et RP) ou colonies de vacances.
Tél : 45 56 78 61
ou le soir 43 26 88 57.

■ Histoire et politique. Recherche pour Nord, Est, Île-de-France, région lyonnaise, Provence, Côte-d'Azur, des commerciaux pour la diffusion de l'œuvre de Jean Jaurès auprès des mairies, élus et militants.
Ecrire 22 rue Béteille - 31500 Toulouse.

■ F. 25 ans, maîtrise histoire de l'art (mention tb), en cours formation diplôme universitaire «Métiers du patrimoine», étudie propositions de poste dans secteur culturel.
Tél : 72 75 90 79 (Rép).

■ H. 25 ans, ingénieur INSA, génie civil urbanisme, 1ère expérience dans le logement social, recherche emploi dans établissements publics ou SEM.
Tél : 78 29 44 45.

■ H. 29 ans, maîtrise géog., licence hist., diplôme Ecole de journalisme Toulouse, Expér. presse écrite et radio cherche emploi journaliste ou pigiste.
Tél : 71 78 06 65
ou 61 59 68 70.

IMMOBILIER

■ A vendre à Cabourg, dans le Calvados, dans ancienne folie 3 pièces principales- cuisine-SDB-60m2-chauffage électrique-jardin en copropriété-proche commerces/gare/.
Prix : 425.000 F.
Tél : 69 38 61 75.

■ Russie-St-Petersbourg-particulier loue appart 3-4 pièces, tout équipé, à la semaine, au mois, ascenseur... guide touristique, transfert aéroport.
Formalités administratives incluses dans prestations. Loyers effectués à partir de la France (aucun frais d'agence).
Tél - fax : 29 07 01 78.

■ Danemark, loue confortables chalets sur la riviera danoise. Situation tranquille. A seulement 10h de Paris.
Tél : 53 40 92 00.

■ Portugal, 50 km de Lisbonne, loue maisons de particuliers dans village de pêcheurs typique bord de mer.
Tél : 53 40 92 01.
V.L. Carr 47500 Fumel.

DIVERS

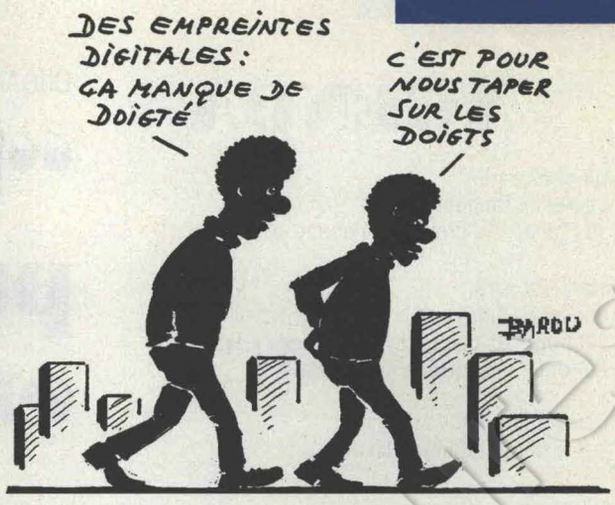
■ Vends voilier «Romanée», 10 mètres, coque alu, 2 cabines AR avec hublots ouvrants + 8 couchages équipés toile anti-roulis, beau standing, coin cuisine, toilette, WC, voilerie complète, spi, pilote automatique, radiotéléphone, contrôle navigation NKE.
Guillion Michel
Tél : 76 41 20 62.

■ Vends Diane 6- année 81-100.000 kms-9000 F.
Tél : 39 24 02 06.

Conception Les Echos

PROJET DE LOI SUR L'IMMIGRATION CLANDESTINE

Inacceptable et dangereux



Comme si les lois Pasqua ne suffisaient pas, le gouvernement Juppé prépare dans la précipitation, pour séduire sans doute au plus vite l'électorat du Front national, une loi Debré plus répressive. Les premières dispositions de ce projet, élaborées par une commission d'enquête parlementaire présidée par Jean-Pierre Philibert (UDF), sont jugées inacceptables par les socialistes qui ont pris clairement position dès le 3 avril, par un communiqué.

Le Parti socialiste s'inquiète des propositions de la commission d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine.

Allant au-delà des lois Pasqua, dont on sait qu'elles ont généré des situations inextricables et humainement intolérables, le travail de cette Commission n'est qu'une préparation de l'opinion à l'avant-projet de loi Debré, qui, coïncidence troublante, contient des dispositions rigoureusement similaires.

Plusieurs mesures sont particulièrement inacceptables :

- le fichier des hébergeants : après avoir traité chaque étranger comme un délinquant en puissance, chaque citoyen sera considéré comme suspect et fiché.
- la rétention administrative : alors que le Conseil constitutionnel avait limité à 10 jours le délai de rétention, on prévoit de faire passer ce délai à 45 jours !
- la possibilité donnée aux maires de refuser les certificats d'hébergement sans motif précis.
- la réduction encore aggravée de l'accès aux soins médicaux.

Après les mineurs délinquants, les habitants de banlieues, on va stigmatiser une population déjà déstabilisée par les lois Pasqua qui, par ailleurs, n'ont pas l'efficacité supposée puisque le nombre de reconduites à la frontière a baissé de 10 %.

Ces mesures n'ont en réalité pour objet que de séduire l'électorat du Front national.

Mardi 16, le gouvernement s'entêtait dans sa volonté politique de brouiller les cartes à droite et pratiquait une surenchère dangereuse.

Comme le Parti socialiste l'avait dénoncé dès le 3 avril, le rapport de la commission d'enquête parlementaire, présidée par le député UDF Jean-Pierre Philibert, préconise des mesures particulièrement inacceptables : la rétention administrative, dont elle voudrait faire passer les délais à 45 jours, confirmant la primauté de l'administratif sur le judiciaire, la mise en place d'un fichier des hébergeants, facteur de tous les dérapages possibles, la restriction des soins médicaux à un niveau intolérable pour la santé publique...

Quel intérêt à renforcer les lois Pasqua, réductrices des libertés, qui ont précarisé une population immigrée en cours d'intégration et qui fragiliseraient encore plus les mineurs en s'attaquant notamment aux droits familiaux. Rappelons que certaines des mesures proposées avaient déjà été censurées en 1993 par le Conseil constitutionnel.

On ne peut mener une politique de maîtrise des flux migratoires si on ne traite pas du travail clandestin -grand absent du rapport ; de même sont occultées les relations Nord/Sud. Une politique globale est nécessaire pour maîtriser les flux migratoires.

Le Parti socialiste demande l'abandon des propositions du rapport Philibert et de l'avant-projet de loi Debré. Il tient à mettre en garde le gouvernement contre les dangers qu'il encourerait à les prendre en compte.

Adeline Hazan
Secrétaire nationale
aux Problèmes de société

COMMUNIQUÉ DU MOUVEMENT DES JEUNES SOCIALISTES

L'État de droit en péril !

On craignait le pire : le rapport de la commission parlementaire sur l'immigration est malheureusement à la hauteur de ces craintes.

Après avoir instauré, en 1993, une législation qui a déjà fortement précarisé la situation d'étrangers, présents pour certains depuis de nombreuses années en France, la droite veut récidiver.

Les propositions de ce rapport aboutissent à bafouer, une nouvelle fois, les droits fondamentaux de la personne. Mais elles innovent aussi en voulant restreindre l'accès aux soins et en mettant ainsi en danger la santé, voire la vie d'individus.

Ces élus du peuple ne craignent donc pas de mettre à mal certains principes contenus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ou de remettre en cause des conventions internationales. Ils proposent aussi des dispositions manifestement inconstitutionnelles. Enfin, ils donnent raison à des élus qui se mettent eux-mêmes hors la loi. En définitive, c'est l'architecture générale de notre État de droit qui est mis en péril.

A travers cette volonté de stigmatisation, encouragée par le gouvernement qui a mis en place cette commission, ce sont les droits de tous qui sont menacés.Le MJS réclame l'abandon de ces propositions, ainsi que celui de l'avant-projet de loi Debré qui va dans le même sens, et en appelle à la mobilisation de toutes les organisations politiques, syndicales et associatives.

16 avril 1996

NON ASSISTANCE À PERSONNE EN DANGER

La proposition de la Commission d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine visant à la limitation de l'aide médicale hospitalière aux seuls soins d'urgence et pathologies contagieuses se révèle scandaleuse. Elle remet en cause les fondements mêmes du droit à la santé en excluant délibérément de l'accès aux soins, dans la très grande majorité des cas, les étrangers en situation irrégulière. Cette séparation entre les soins d'urgence et les maladies contagieuses d'une part et le reste des pathologies d'autre part est insupportable. Avec cette proposition de limitation d'accès aux soins, de surcroît dangereuse pour la santé publique, la commission d'enquête parlementaire ignore les principes élémentaires de l'éthique médicale, tout en s'alignant sur les dogmes et les phobies du Front national.

Communiqué d'Elisabeth Guigou
Secrétaire nationale
aux Questions sociales
Jean REY
Délégué national à la Santé
et Claude PIGEMENT
Délégué national
aux Professions de santé
16 avril 1996

AGENDA

Lundi 22 avril :
Laurence Dumont se rend au Comité des droits de l'homme, à **Tel Aviv.**

Mardi 23 avril :
Michel Raffet réunit le groupe de travail **"Entreprises publiques/Entreprises privées - Politique industrielle - PME/PMI".**

Réunion du groupe de travail sur le **Contrat d'union civile.**

Mercredi 24 avril :
Accueil à Solferino de la Fédération des **Pyrénées-Atlantiques.**

Jeudi 25 avril :
Colloque en **hommage** à l'ancien Premier ministre **Pierre Bérégovoy**, trois ans après sa mort, au Conseil économique et social.

Jeudi 25, vendredi 26, samedi 27 avril :
Jack Lang se rend en **Israël** sur invitation de Shimon Pérès pour la campagne électorale.

Vendredi 26 avril :
Alain Bergounioux se rend à **Charleville** (Ardennes) pour un Conseil fédéral.

Samedi 27 avril :
Gérard Le Gall, Délégué auprès du Premier secrétaire, anime une réunion sur le **Front national** à Cholet (49).

Séminaire Entreprises "Les lois sociales, les CE" à Arras, organisé par J.L. Cottigny.

Stage régional Champagne-Ardenne à Sedan, avec **Alain Bergounioux et Sylvie Guillaume.**

Stage régional Basse-Normandie à Flers, avec **Jacques Salvator et Laurence Dumont.**

Mardi 30 avril :
Jean-Christophe Cambadélis, Secrétaire national aux Relations extérieures, se rend aux **"Journées de sensibilisation aux dangers de l'extrême-droite"** à Angers (Fédération du Maine-et-Loire).

Ahmed Ghayet se rend à **Angers** pour une rencontre avec des responsables associatifs et la Fédération du PS (visite des cités - rencontre avec des jeunes issus de l'immigration).

ORGANISATION DU DEUXIÈME GRAND DÉBAT THÉMATIQUE

"les acteurs publics et la démocratie"

Le texte voté par les militants à la Convention nationale du 14 octobre présentait ce débat thématique de la façon suivante :

"La construction européenne comme la décentralisation ont fait perdre à l'État une part de ses attributions, au risque d'ailleurs de provoquer opacité et dilution de la responsabilité. Parallèlement, les instruments traditionnels de la démocratie se sont affaiblis (Parlement, partis, syndicats...).

De nouveaux acteurs sont nés dans la sphère sociale et humanitaire, qu'il faut prendre en compte. Il appartient aux socialistes d'ouvrir à nouveau la réflexion sur nos institutions, notre organisation territoriale, le partage du pouvoir, et sur la citoyenneté. La démocratie sera en effet au cœur des propositions que nous ferons aux Français".

Modalités d'organisation : trois étapes

■ Sensibilisation par un texte posant les problématiques du thème à destination des fédérations et des diverses commissions nationales concernées. Ce texte vous sera adressé dans les 15 jours. Simultanément quatre groupes de travail nationaux sont créés sur les thèmes suivants :

1) La démocratie politique, animé par Jean-Marc Ayrault et Ségolène Royal.

2) La démocratie sociale, animé par Claude Bartolone et Harlem Désir.

3) La démocratie locale, animé par Catherine Trautmann et Jean-Pierre Bel.

4) La démocratie citoyenne, animé par Martine Aubry et Sylvie Guillaume.

L'animation générale sera assurée par Jack Lang.

Dès maintenant, et en particulier après examen du texte de problématique, les militants dans les sections sont invités à nourrir le débat et adresser leurs contributions aux 4 groupes nationaux.

■ Rassemblement national des secrétaires de sections, le dimanche 12 mai à la Mutualité. Cette journée illustrera la démarche militante et de proximité qui doit caractériser ce deuxième grand débat thématique.

Des Assises citoyennes décentralisées autour de ces quatre thèmes, ouvertes aux autres forces de gauche et aux écologistes, se tiendront dans tous les départements, le samedi 1er juin.

Jean-Christophe Cambadélis est chargé d'organiser ces Assises citoyennes.

■ A partir des réflexions des groupes de travail nationaux, précédemment décrits, des commissions concernées, des comptes-rendus des Assises citoyennes décentralisées, une synthèse sera réalisée et un document présenté au Conseil national, le samedi 8 juin.

A l'issue des travaux du Conseil national, un texte sera adressé à l'ensemble des adhérents du parti pour débat et vote des militants. Une Convention nationale conclura l'ensemble de ce processus les samedi 29 et dimanche 30 juin.

FORMATIONS NATIONALES CONDORCET

ACTION SCOLAIRE
Vendredi 26 avril et Vendredi 25 octobre 1996

LE LOGEMENT
Vendredi 10 mai et Vendredi 15 novembre 1996

2 journées à 6 mois de distance
+ 5 questions par fax entre les sessions

Ces stages ont lieu au Centre Condorcet et sont destinés en priorité aux maires-adjoints, conseillers délégués et membres des commissions concernées.
Pour toutes ces formations : Information technique et juridique, échange d'expériences, remise d'une documentation, suivi après la session.

Renseignements et inscriptions : Centre de Formation Condorcet
5 bis rue de Rochechouart- 75009 PARIS
Tél. : 42 85 54 30 - Fax : 42 85 54 31.

Colloque organisé par l'Association des anciens membres de cabinet de Pierre Bérégovoy.

PIERRE BEREGOVOY UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Conseil Économique et Social
9 Place d'Iéna - 75016 PARIS
le jeudi 25 avril
de 8h45 à 18 h00

Ouverture du colloque par M. Jean Matteoli, président du Conseil économique et social.

1ère table ronde :
Pierre Bérégovoy et la politique de la France
avec la participation de : M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre - M. Pierre Mauroy, ancien Premier ministre - M. Michel Rocard, ancien Premier ministre.

2e table ronde : l'action internationale de Pierre Bérégovoy
avec la participation de : M. Carlo Ciampi, ancien président du Conseil d'Italie - M. Sid Ahmed Ghozali, ancien Premier ministre d'Algérie - M. Nigel Lawson, ancien Chancelier de l'Echiquier de Grande-Bretagne - M. Noboru Takeshita, ancien Premier ministre du Japon - M. Makoto Utsumi, ancien vice-ministre des Finances du Japon - M. Théo Waigel, ministre des Finances d'Allemagne.

3e table ronde : Pierre Bérégovoy : au cœur du débat économique.
avec la participation de : M. Edmond Alphandery, ancien ministre de l'Economie - M. Michel Sapin, ancien ministre de l'Economie - M. Hans Thetmeyer, gouverneur de la Bundesbank - M. Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France.

Clôture par M. Jacques Delors, ancien président de la Commission des Communautés européennes.

Jean-Louis Cottigny, Secrétaire national aux Entreprises, vous invite à une Journée nationale d'étude et de réflexion :

SYNDICALISME ET POLITIQUE

Quelle nouvelle dynamique pour le mouvement social ?

Samedi 27 avril à 14h30
Amphithéâtre de l'ATRIA
58, Bld Carnot - Arras (Pas-de-Calais)

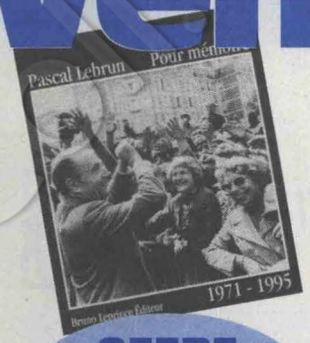
Pourquoi Arras ? Parce que c'est un lieu symbolique où, de la mine au textile, de la métallurgie à la sidérurgie, de la pêche au monde agricole... les salariés ont, petit à petit, de lutte en lutte, construit la France économique, la France sociale.

En présence de responsables syndicaux : Gérard Delahaye (CGT), Bernard Froment (CFDT), Jean-Pierre Yonnet (CGT-FO).
Et de responsables politiques : Claude Evin, Marie-Noëlle Lienemann, Jean Poperen, Dominique Strauss-Kahn.

4 ATELIERS DE RÉFLEXION :
- L'apport des C.E., les lois sociales
- Le syndicalisme et les C.E. face à l'exclusion
- Le syndicalisme aujourd'hui en France et en Europe
- Quel avenir, quel rôle, quelles missions pour les structures dans l'entreprise ?

Renseignements : Christine Marquier
Tél. : (16 -1) 45 56 79 28

Vendredi



OFFRE SPÉCIALE

Abonnement 1 an à Vendredi + "Pour mémoire" l'Album souvenir de Pascal Lebrun =

340 F ~~400 F~~

Dom-Tom/CEE : 400 F - Autres pays : 600 F - Institutions : 500 F - Abonnement seul : 280 F

Pour recevoir votre journal, retournez ce bulletin au service lecteurs de "Vendredi" 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 7. Chèques à l'ordre des "Editions de l'an 2 000". Pour les abonnements, merci de joindre votre bande-adresse. 281

☐ Mme
☐ Mlle
☐ M.

Nom .....
Prénom.....
Adresse.....
.....
.....
Ville.....
Code postal.....
Signature :

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

Directeur de la Publication : Jean Glavany • Directeur délégué de la Publication : Marc-Antoine Jamet - Responsable de la Rédaction : Monique Bartholomeus (77.92) - Économie : Monique Grima (78.70) • Photos : Pascal Lebrun - Crédit photo : Service photo Bondy p 12-13 - Publicité : Franck Accart (79 03) - J.J. Gastebois (78.09) - Secrétariat : Odile Fée (78.61)- Comptabilité : Michelle Boucher (79-04) - Abonnements : Sabine Sebah (78-57) - Photogravure : Dawant - Paris - Impression : PGE - (94) Saint-Mandé - Routage :Ouest-routage - (60) Le Meux - N° commission paritaire : 10.889 - "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000 Ce numéro a été tiré à 113 500 exemplaires.

Privatisations : Chirac-Juppé bradent en douce

Sous l'autorité d'Edouard Balladur, ont été privatisées : la BNP (27 Mds/F) Rhône-Poulenc (13 Mds), Elf-Aquitaine (33 Mds), l'UAP (17 Mds), la Seita. Une part, pour l'instant minoritaire, du capital de Renault a également été cédée au privé.

• Les opérations menées depuis 10 mois relèvent de la même logique mais elles prennent une dimension nouvelle.

LA PRIVATISATION D'USINOR-SACILOR (JUILLET 1995)

Rapport : un peu plus de 10 Mds/F.
Le gouvernement a privatisé le premier producteur européen d'acier (numéro trois mondial) a un prix jugé à l'époque "attractif" par les observateurs, correspondant à une décote de l'ordre de 10 %.
Le gouvernement a privatisé une entreprise redevenue rentable dans le seul but de boucler le budget 1995.

LA PRIVATISATION DE PÉCHINEY (DÉCEMBRE 1995)

Elle n'a pas eu le succès escompté, révélant ainsi un certain essoufflement de la politique de vente systématique réalisée sans discernement, sans garantie sur l'emploi, sans définition d'une politique industrielle soucieuse du long terme.

L'OUVERTURE PARTIELLE DU CAPITAL DE BULL (SEPTEMBRE 1995)

Bull reste majoritairement à capitaux publics mais la privatisation viendra rapidement confirmer le démantèlement de l'entreprise, détenue désormais à 34 % par deux entreprises étrangères (NEC et Motorola).

MAUVAIS CALCUL

Le gouvernement Juppé, avec les opérations Usinor-Sacilor, Péchiney et Bull et en ajoutant les 5,5 milliards/F de la Seita, n'a encaissé que 25,5 milliards/F au titre de 1995. On est loin des 40 milliards/F attendus par Alain Juppé en juillet dernier, encore plus loin des 55 milliards/F attendus dans le budget initial par Edouard Balladur. La politique de privatisation montre ses limites.

• Des petites cessions : pour passer inaperçues.

Le gouvernement d'Alain Juppé, qui court après les 22 Mds/F de recettes prévus dans la loi de finances initiale, inaugure une série de petites opérations qu'il entend multiplier. Ex : La cession en une journée, le 28 février dernier, de 4 % du capital de Total a eu lieu pour un gain de 3,1 milliards de francs. L'Etat a ramené ainsi sa participation à 1 %.
La cession des 9,9 % des parts encore détenues par l'État dans le capital de Elf est ainsi envisagée.

• La privatisation par décret : un blanc-seing donné au gouvernement.

Dans la même logique, le gouvernement vient de faire adopter une mesure qui permet, sans décision du Parlement, de privatiser des entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 milliard de francs et dont le nombre de salariés est inférieur à 1 000.
Pour l'instant, sont concernées des entreprises importantes comme la SOFIRAD (Société française de radiodiffusion).

La même loi frappe la SFP (Société française de production et de création audiovisuelle). Aucune disposition sociale n'était envisagée pour les salariés dans le texte initial. Grâce à la mobilisation des personnels, des dispositions maintenant les conventions et accords collectifs de travail pendant la période précédant la privatisation ont été adoptées. Rien sur l'emploi et sur les missions de l'entreprise n'est cependant garanti après la privatisation.

• La privatisation des entreprises publiques (loi de 1993) se poursuit.
Ex : Thomson, dont les activités couvrent des domaines hautement stratégiques.Cela préfigure le sort qu'entend réserver le gouvernement à notre industrie d'armement, au mépris de l'indépendance nationale et sans perspective industrielle claire.

Le gouvernement Chirac-Juppé réalise cette politique au détriment du service public et de l'emploi ; seuls commandent l'impératif budgétaire et la logique ultralibérale qui privatise les bénéfices et nationalise les pertes de l'économie.

GROUPE SOCIALISTE

Réalisé avec les collaborateurs du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.

281

Pour préparer l'avenir, rejoignez le Parti socialiste

Nom et prénom : ..... **Adresse :** .....

..... **Code postal :** .....

❒ **Je souhaite prendre contact avec les socialistes** ❒ **je désire adhérer au Parti socialiste**

❒ **Je verse** ..... **francs pour soutenir l'action du PS***

À renvoyer au Parti socialiste, 10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07 **(*chèque à l'ordre de AFPS)**